

20 présents, 3 excusés, dont 2 procurations.

0. PV du 23 novembre 2007

Adopté à l'unanimité.

1. Routes d'intérêts communautaires

Jean-Bernard Yannic, adjoint au Maire fait part à l'assemblée des décisions prises par le dernier conseil communautaire de la Communauté de Communes du Haut Pays Bigouden, qui a validé la prise en charge de 60 % des Routes d'Intérêt Communautaire La Communauté de Communes du Haut Pays Bigouden (RIC), soit environ 60 km pour Plozévet. Ne s'agissant pas d'une compétence nouvelle, il n'est pas prévu de revoir les charges transférées et en conséquence les attributions de compensation de TP (Taxe Professionnelle) versées aux communes. Sur le plan financier, la dotation de fonctionnement reste inchangée dans la mesure où elle supporte aujourd'hui des dépenses relatives à l'ensemble des voies communales.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (18 pour) se prononce favorablement à la prise en charge par la CCHPB de 60 % des routes de Plozévet en Routes d'Intérêt Communautaires.

2. Adhésion Mégalis

Le Maire présente la décision prise par la Communauté de Communes du Haut Pays Bigouden lors du dernier conseil communautaire concernant l'adhésion au syndicat Mégalis (syndicat libre de développement de services de technologies d'information et de télécommunications). Conformément à l'article L.5214-27 du Code Général des Collectivités Territoriales, chaque Commune membre doit également délibérer pour autoriser l'adhésion de la Communauté. La participation communautaire se monte à 1 100 €HT par an sur 3 ans. Le syndicat mixte a pour objet entre autres, de favoriser l'accès de ses membres aux moyens de communications électroniques à haut débit, de favoriser le développement des services innovants et des usages. Il est chargé de développer les services actuels, de mettre en œuvre une plateforme régionale d'administration électronique et de favoriser l'accès à ces services, dans le respect des conditions légales, à une large communauté formée par des collectivités territoriales assurant une mission d'intérêt général.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (18 pour) se prononce favorablement à l'adhésion de la CCHPB à Mégalis.

3. Mise en place d'un SAGE

Jean-Bernard Yannic, adjoint aux travaux fait lecture du courrier du 21 décembre 2007 de Monsieur le Préfet du Finistère qui sollicite l'avis de la commune concernant son adhésion à la définition du périmètre d'un SAGE PAYS BIGOUDEN / CAP-SIZUN.

Le SAGE, Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau, créé par la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 constitue un outil de planification visant à assurer un équilibre durable entre les activités économiques et la qualité de l'eau et des milieux aquatiques à l'échelle d'une unité géographique cohérente. Il constitue un document de planification élaboré après concertation entre les différents usagers. Il précise la réglementation et est opposable à l'administration et aux collectivités publiques lors de la réalisation de travaux, d'aménagements ou d'ouvrages. Le projet de périmètre recouvre l'ensemble des bassins versants hydrographiques des cours d'eau situés entre la rivière de l'étang de Laoual (pointe du Van) au nord et la rivière de Tréméoc incluse au sud. Le projet de périmètre correspond au tracé des lignes de crêtes délimitant les aires topographiques d'alimentation de ces cours d'eau et comprend les rivières du Goyen et de Pont-l'Abbé. La superficie totale du territoire situé dans le projet de périmètre est d'environ 550 km². 36 communes sont concernées dont 25 pour la totalité de leur territoire. Le SAGE est élaboré par une Commission Locale de l'Eau qui sera constituée par le Préfet conformément au code de l'Environnement.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (18 pour) se prononce favorablement à la mise en œuvre d'un Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux PAYS BIGOUDEN / CAP-SIZUN pour le périmètre proposé incluant en intégralité le territoire de la commune dans ce périmètre.

4. Gestion du personnel (ratio promus-promouvables)

Le Maire explique à l'assemblée les nouvelles dispositions introduites par la loi du 19 février 2007 qui précise que dorénavant, en matière de gestion du personnel, pour tout avancement de grade, le nombre maximal de fonctionnaires pouvant être promus est déterminé par un taux appliqué à l'effectif des fonctionnaires remplissant les conditions pour cet avancement. Ce taux appelé « ration promus-promouvables » remplace l'ancien système des quotas (déterminés par les statuts particuliers de chaque cadre d'emplois), peut varier entre 0 et 100 % et est fixé par l'assemblée délibérante après avis du Comité Technique Paritaire.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (18 pour) autorise le Maire à fixer le taux de « promus-promouvables » à 100 % pour tous les cadres d'emplois.

5. Remboursement anticipé d'un prêt

Le Maire expose le souhait du bureau municipal qui propose de procéder à un remboursement anticipé de prêt. Il s'agit d'un emprunt issu d'une renégociation de l'an 2000 pour un montant à l'origine de 198 183,72 € à taux variable sur 31 ans auprès de chez Dexia. Jusqu'à présent le marché était favorable, aujourd'hui, au vu de notre trésorerie, il est envisageable de procéder à un remboursement anticipé. Le capital restant dû se monte au 1-5-8 à 93 865,20 €, les frais et l'indemnité de remboursement sont contractuels.

Le conseil municipal après en avoir délibéré (18 pour), autorise le Maire à rembourser par anticipation le capital restant dû soit un montant de 93 865,20 € au 1^{er} mai 2008 ainsi que les frais inhérents et prévoit la dépense au budget.

6. Contrat informatique – Ségilog

Le Maire explique qu'après mise en concurrence, le bureau municipal propose de renouveler le contrat avec notre prestataire informatique SEGILOG. Les caractéristiques sont les suivantes :

Objet : cession du droit d'utilisation des logiciels avec documentation d'utilisation et prestations d'assistance, de suivi et de développement (correction des erreurs, adaptation et maintenance des logiciels)
Durée : 3 ans

Coût : 12 636 €HT pour les droits d'utilisation des logiciels (soit 4 212 €/an)
1 404 € HT pour la maintenance et la formation (soit 468 €/an)

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (18 pour) autorise le Maire à signer le marché dans les termes indiqués et prévoit la dépense au budget.

7. Contrat machine à affranchir – Satas

Le Maire informe que le bureau municipal souhaite procéder au remplacement de la machine à affranchir devenue obsolète. Après mise en concurrence, le choix s'est porté pour une machine plus performante (pesée automatique, meilleure capacité d'affranchissement, plus silencieuse) proposée par SATAS.

Coût annuel : 483 € HT (40,25 €/mois) au lieu de 396 €HT (33€/mois)

Redevance flamme : 27,50 €/an

Durée : 3 ans

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (18 pour) autorise le Maire à signer la convention dans les termes indiqués et prévoit la dépense au budget.

8. Convention FEFIDEC

Le Maire informe l'assemblée de la proposition validée par le bureau municipal concernant la signature d'une convention avec la FEFIDEC (Fédération Finistérienne des Groupements de Défense contre les Organismes Nuisibles des Cultures). Cette convention permettrait à la Commune de bénéficier des programmes de lutte collective et de gestion des populations des organismes déclarés nuisibles sur le département, elle donne également accès à de nombreuses prestations dans les domaines techniques et réglementaires. Pour 2008, le montant s'élève à 80 €, la convention est prévue pour 4 ans.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (18 pour) autorise le Maire à signer la convention dans les termes indiqués et prévoit la dépense au budget.

9. Service public d'élimination des déchets

Annie Marzin, adjointe à l'environnement, présente au conseil municipal le rapport annuel 2006 sur le prix et la qualité de service public d'élimination des déchets, de la CCHPB. Il y a 15 123 habitants sur le territoire.

Annie Marzin indique également qu'au printemps 2008, des colonnes multimatériaux seront installés sur la Commune, et des informations sur le tri seront diffusées.

Le conseil municipal après en avoir délibéré, approuve à l'unanimité (18 pour) la présentation du rapport de l'exercice 2 006.

10. Service public d'assainissement collectif et non collectif

Annie Marzin, adjointe à l'environnement, présente au conseil municipal le rapport annuel 2006 sur le prix et la qualité de service public d'assainissement collectif et non collectif de la Communauté de Communes du Haut Pays Bigouden (CCHPB).

Le conseil municipal après en avoir délibéré, approuve à l'unanimité (18 pour) la présentation du rapport de l'exercice 2 006.

11. Motion – défense de la scolarisation des enfants

Le Maire expose les difficultés attendues concernant la scolarisation des enfants de deux à trois ans et après en avoir délibéré (18 pour), le conseil municipal adopte la motion suivante :

La scolarisation des enfants de moins de trois ans doit rester un choix possible des familles. L'attente des familles est forte. La carte scolaire 2008 ne peut donner lieu à une nouvelle dégradation des conditions de scolarisation.

La Commune de Plozévet, qui accompagne au quotidien le choix des familles, par l'investissement et par l'affectation d'agents territoriaux spécialisés dans ces écoles, refuse toute pression exercée sur les écoles. Les élus refusent aussi des limitations non inscrites dans la loi, notamment le plafonnement à 15 % des effectifs des enfants de moins de trois ans. Ils refusent que soit faite lecture partielle des décrets et circulaires. Les élus appellent les autorités académiques à prendre en compte la réalité de la demande des familles et à y répondre dans un vrai souci de qualité de la scolarisation.

12. Autorisation de balisage

Le Maire fait lecture à l'assemblée du courrier du Comité départemental du Finistère de la Fédération française de la randonnée pédestre qui sollicite la signature d'une convention pour le balisage d'un itinéraire de grande randonnée GR 34G. Le comité FFR Randonnée sera garant de l'entretien du balisage vis-à-vis des randonneurs auquel l'itinéraire est destiné.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (18 pour) se prononce favorablement à la demande et autorise le Maire à signer la convention.

13. Le Centre de Gestion du Finistère

Le Maire expose à l'assemblée l'opportunité pour la Commune de pouvoir souscrire un ou plusieurs contrats d'assurance statutaire garantissant les frais laissés à sa charge, en vertu de l'application des textes régissant le statut de ses agents ; Il explique que le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Finistère (CDG29) peut souscrire un tel contrat, en mutualisant les risques et propose de délégué au CDG 29 la passation d'un contrat d'assurance groupe couvrant les obligations statutaires.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (18 pour) émet un avis favorable.

14. le versement d'une subvention

Gaby Peton, adjointe au Maire expose la demande émanant du foyer logement de Plozévet qui nous sollicite à hauteur de 100 € pour financer un projet de mise en place d'un atelier informatique nécessitant l'acquisition d'un ordinateur équipé d'Internet pour les résidents.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (18 pour) autorise la subvention demandée et prévoit la dépense au budget.

Informations diverses

Le bilan des marchés publics passés ou engagés en 2007 est présenté en séance aux conseillers municipaux.

Les prochaines dates de rencontres, évènements, travaux et réunions sont présentées à l'assemblée municipale, ainsi que les prochaines manifestations.

Quelques dates :

Mercredi 20 février

16h : signature officielle de la Charte Ya d'ar Brezhonneg

Lundi 3 mars

18h 30 : Conseil municipal, vote des budgets

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20 heures.